

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
7 esplanade Jean Moulin
BP189
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 23/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

EROLIS 2

lieu dit La Galinière
RD7N
13790 CHATEAUNEUF LE ROUGE

Références :
Code AIOT : 0006522273

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2022 dans l'établissement EROLIS 2 implanté ZAC Sud Charles de Gaulle parc Aerolians avenue des activités 93290 TREMBLAY EN FRANCE. L'inspection a été annoncée le 03/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EROLIS 2
- ZAC Sud Charles de Gaulle parc Aerolians avenue des activités 93290 TREMBLAY EN FRANCE
- Code AIOT : 0006522273
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société EROLIS est autorisée à exploiter une plateforme logistique sur la commune de Tremblay-en-France dans le parc d'activités international AEROLIANS, sur la ZAC Sud Charles de Gaulle, par arrêté préfectoral N°2019-3406 et arrêté préfectoral complémentaire 2021-2718 du 04 octobre 2021.

Le projet autorisé prévoit la construction d'un entrepôt logistique en 3 phases :

- Phase 1 : création du bâtiment A de 11 995 m²
- Phase 2 : création du bâtiment B de 31 209 m²
- Phase 3 : réunion des deux bâtiments pour créer le bâtiment C de 54 714 m²

A ce jour, la phase 1 a été réalisée et le bâtiment A construit et mis en exploitation.

Toutefois le projet a depuis évolué et suite aux besoins des preneurs identifiés, il est désormais projeté la réalisation de la phase 2, et de ne pas réaliser la phase 3 et constituer ainsi 2 bâtiments indépendants. Par ailleurs des modifications sont apportées dans le nouveau plan masse du bâtiment B.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Sécurité incendie, risque accidentel
- Dispositions constructives

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
16	CONSIGNES D'EXPLOITATION	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.6.5	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
17	PLAN DE DEFENSE INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.6.8	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PROPRETÉ	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2.3.1	/	Sans objet
2	RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2.7.1	/	Sans objet
3	PLAN DES RÉSEAUX	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.2.2	/	Sans objet
4	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.2.4.1	/	Sans objet
5	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.3.2.4	/	Sans objet
6	ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.3.4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	LOCALISATION DES RISQUES	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.1.1	/	Sans objet
8	ÉTAT DES STOCKS	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.1.2	/	Sans objet
9	PRODUITS DANGEREUX	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.1.3	/	Sans objet
10	CONTRÔLE DES ACCÈS	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.1.5	/	Sans objet
11	Murs extérieurs	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.1	/	Sans objet
12	Toiture	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.2	/	Sans objet
13	Éclairage	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.3	/	Sans objet
14	Locaux techniques (transformateur, local sprinkleur, locaux de charge)	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.5	/	Sans objet
15	Accessibilité	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.4.1	/	Sans objet
18	MOYENS INTERNES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE	Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.7.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu, les non conformités constatées correspondent au manque de consignes de sécurité à l'intérieur du bâtiment Erolis2 ainsi qu'à l'absence de plan de défense incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PROPRETÉ

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues sont mis en place en tant que de besoin.
Constats : L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu, aucun déchet n'a été vu, le passage n'est jamais encombré
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 2.7.1
Thème(s) : Autre, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant effectue les contrôles mentionnés ci-après et transmet à l'inspection les documents suivants :
Constats : Les vérifications périodiques sont effectuées : <ul style="list-style-type: none">- Les installations électriques ont été vérifiées par VERITAS du 04 au 07/10/22 et par thermographie infrarouge le 18/10/22- Les extincteurs ont été vérifiés par Desautel le 24/06/22- Les RIA ont été vérifiés par AIRES le 02/10/22- Le système d'extinction automatique a été vérifié par Aires le 06/07/22- L'installation de protection contre la foudre é été vérifiée par Etablissement Renard le 06/09/22
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : PLAN DES RÉSEAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, • les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature interne ou au milieu).
Constats : Les plans des réseaux complets ont été présentés à l'Inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'eaux pluviales de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés, actionnables en toute circonstance localement et asservis au déclenchement de la protection incendie. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Un système d'isolement des réseaux d'eaux pluviales de l'établissement est présent sur le site. Ce dernier peut être actionné manuellement, électroniquement et est asservi au déclenchement de la protection incendie
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.3.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction incendie sont confinées sur site: au droit des aires de mise à quai (par le volume constitué par les formes de pente des voiries) et dans les cellules de stockage (par la création d'une zone de rétention sur l'ensemble de la surface); ou dans toute autre capacité de rétention étanche, dimensionnée pour atteindre le volume mentionné dans l'article 7.5.3.
Constats : Des noues étanches, suffisamment dimensionnées, sont présentes sur le site afin de retenir les eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 4.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement poids lourds (hors voiries et stationnement VL), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Les installations ne sont pas encore vérifiées, leur mise en place a été faite cette année. Une alarme permet d'alerter l'exploitant du haut niveau des séparateurs hydrocarbure</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : LOCALISATION DES RISQUES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents ou accidents susceptibles de concerner ses installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans des conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après exploitation. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.</p>
<p>Constats : Les zones de stockage sont clairement identifiées, le site n'accueille pas de stockage de produits dangereux</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : ÉTAT DES STOCKS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 71.2
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours. Cet inventaire mentionne les rubriques de classement de la nomenclature.
Constats : Un état des stocks annuel est réalisé par l'exploitant. Il lui est également possible de lister les types de produits stockés ainsi que de donner un ordre de grandeur à tout moment
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : PRODUITS DANGEREUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 71.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant en tout temps la nature, l'emplacement et la quantité des produits dangereux détenus en particulier les liquides inflammables), auquel est annexé un plan général des stockages. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours. Les produits dangereux ne sont acceptés dans l'entrepôt que si le transporteur présente à la réception le document de transport ou la Déclaration de Marchandises Dangereuses portant à minima les renseignements suivants : • le numéro ONU relatif à la marchandise ; • sa désignation réglementaire ; la classe à laquelle elle appartient (risque principal, risque subsidiaire); • la quantité contenue dans le colis (masse nette).
Constats : Le site n'accueille pas de stockages de produits dangereux, les produits stockés correspondent à des pièces d'avions/hélicoptères
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : CONTRÔLE DES ACCÈS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 71.5
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le site est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes sur le site. Une surveillance de l'établissement par gardiennage ou télésurveillance (avec report des alarmes anti-intrusion, incendie ou autres) est assurée en permanence afin de permettre notamment l'accès des services de secours en cas d'incendie. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer. Le responsable de l'établissement prend toutes les dispositions nécessaires pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin y compris durant les périodes de gardiennage.</p>
<p>Constats : Le site est clôturé sur l'ensemble de sa périphérie, un PC sécurité filtre les entrées. Chaque entrée sur site se fait grâce à un badge. Un gardien est présent H24 et un système de télésurveillance fonctionne en continu</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Murs extérieurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue de prévenir la propagation d'un incendie à l'entrepôt ou entre parties de l'entrepôt, les parois extérieures sont construites en matériaux A2 sl do (respectivement MO lorsque les matériaux n'ont pas encore été classés au regard des euroclasses). Le bâtiment dispose également d'une structure stable au feu 1 heure (poteaux, poutres). Les façades avec quais de déchargement sont constituées de bardage métallique. La façade ouest est munie d'un écran thermique 2 heures.</p>
<p>Constats : Les fiches techniques des murs extérieurs ont été fournies à l'Inspection. Les façades Nord et Ouest sont équipées de murs coupe feu 2h, la façade Est est coupe feu 4h et la façade sud accueillant les quais est réalisée en bardage métallique</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Toiture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les éléments de support de la toiture sont réalisés en matériaux A2 sl do (MO). L'isolant thermique est réalisé en matériaux MO ou M1 de Pouvoir Calorifique Supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg. L'ensemble de la toiture satisfait la classe et l'indice BROOF (t3).
Constats : Les fiches techniques concernant la toiture ont été transmises à l'Inspection, cette dernière est conforme aux exigences de l'Arrêté Prefectoral
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Éclairage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne sont pas susceptibles de produire des gouttes enflammées en cas d'incendie et satisfont à la classe do.
Constats : Le système d'éclairage est conforme, les fiches techniques ont été transmises à l'Inspection
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Locaux techniques (transformateur, local sprinkleur, locaux de charge)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux techniques sont isolés par une paroi et un plafond coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement E12 120 C et sont munies d'un ferme-porte. Les portes donnant sur l'extérieur du local sont pareflamme de degré / heure.
Constats : Les locaux techniques sont bien isolés par une paroi coupe feu 2h, les portes de ces locaux ont les mêmes propriétés que les parois
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en oeuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les voies d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale « stationnement interdit ». Les consignes d'accès sont tenues à la disposition des secours avec les procédures pour accéder à tous les lieux.
Constats : Les voies d'accès des secours permettent de faire le tour du bâtiment et ne sont pas encombrées, ces voies sont suffisamment larges pour permettre le bon accès des engins
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : CONSIGNES D'EXPLOITATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.6.5
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <p>les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté,</p> <p>l'interdiction de fumer, l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,</p> <p>l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,</p> <p>l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation,</p> <p>les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,</p> <p>les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation électricité, réseaux de fluides, fermeture des portes coupe-feu, fermeture de vannes),</p> <p>les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,</p> <p>les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.5.1,</p> <p>la conduite à tenir et les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</p> <p>la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,</p> <p>l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.</p>
<p>Constats : Les consignes listées dans l'article 7.6.5 ci dessus ne sont pas affichées dans l'entrepôt (ou très peu) Ce point relève d'une non conformité, une lettre préfectorale sera envoyée à l'exploitant pour demander une mise en conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 17 : PLAN DE DEFENSE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.6.8
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan de défense incendie est établi en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. Le plan de défense incendie comprend le schéma d'alerte, l'organisation de la lère intervention et de l'évacuation en périodes ouvrées, les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours (périodes ouvrées ou non), la justification des compétences des personnes susceptible en cas d'alerte d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation et d'entraînement. Il est établi avant la mise en service de l'installation et testé dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout stockage, puis il est mis à jour et testé à des intervalles n'excédant pas trois ans. Il est transmis au service d'inspection et au service d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats : Aucun plan de défense incendie n'est réalisé, ce dernier devait être mis en place lors de la mise en service du site.</p> <p>L'exploitant indique qu'une réflexion est en cours sur le sujet.</p> <p>Ce point relève d'une non conformité, un arrêté de mise en demeure sera adressé à l'exploitant demandant la réalisation d'u plan de défense incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 18 : MOYENS INTERNES DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2019, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, /
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. Les renseignements relatifs aux modalités d'appel des sapeurs-pompiers sont affichés bien en évidence et d'une façon inaltérable près des appareils téléphoniques. - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1. - d'extincteurs portatifs répartis près des accès et dans les dégagements, appropriés aux risques à combattre, à raison d'un appareil pour 200 m² pour les autres locaux. - de robinets d'incendie armé de diamètre nominal 33 conformément aux normes en vigueur, répartis dans les entrepôts en fonction de leurs dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. - d'un système d'extinction automatique d'incendie approprié aux risques à combattre. En cas de changement de la nature des produits ou du mode de stockage, le pétitionnaire s'assure que le système d'extinction est toujours adapté aux risques à combattre. - d'un système de détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage, les locaux techniques et les bureaux à proximité du stockage, avec transmission de l'alarme à l'exploitant. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Les points les plus hauts du stockage se situent à une distance compatible avec les exigences du fonctionnement des dispositifs de détection (sans être inférieure à 1 m si celui-ci est assuré par le système d'extinction automatique). Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site et déclenche le compartimentage des cellules sinistrées. - Les moyens de lutte contre l'incendie sont disposés de façon bien visible et leur accès est maintenu dégagé. Ils sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : Des moyens de lutte contre l'incendie tels que des extincteurs et des RIA sont disposés à divers endroits sur le site, leur emplacement est signalé et indiqué sur les plans du bâtiment. Le système d'extinction automatique est adapté aux produits stockés. Chaque équipement est vérifié et est en bon état.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet